



Déclaration liminaire du Comité Technique Local du 02/07/20

Le Président de la République s'est exprimé dans une allocution télévisée le 14 juin. Pour la CGT cette allocution fut au final un satisfecit de l'action du gouvernement pendant la crise, et force est de constater qu'aucune leçon n'a été tirée de cette crise. Pour l'exécutif, ce serait même que les réformes entreprises ne sont pas allées assez vite, notamment celle de la réforme de l'État. Un comble... ce ne sont pas les décisions des gouvernements, ni les mensonges pour tenter de les cacher qui ont conduit au manque criant de matériel de protection avant tout pour les soignants en première ligne de ce combat contre le virus... non non ce sont les « lourdeurs » de l'État... sous entendu les « lourdeurs » de l'administration.

A la DDFiP de Moselle, même constat, à l'ordre du jour de ce 1^{er} CTL depuis le début de la crise, que voyons nous revenir au galop : la destruction de la DGFIP à travers le NRP (transferts entre Lorquin et Sarrebourg) !!!!

La CGT Finances Publiques vous le ré affirme, il ne s'agit pas de postures, de dogmes pour nous, mais bien d'un désaccord profond sur les chantiers que vous prônez. La CGT ne s'associera pas à la destruction du réseau de proximité de la DGFIP, de ses missions et à l'éloignement du service public de la population, jamais ! Elle ne s'associera pas à la destruction des droits et garanties des agents, ni à la mise en place de la rémunération au mérite !

➡ **Concernant les chantiers de transformation**

Pour la CGT, l'urgence est d'abandonner le NRP. Cette crise devrait vous démontrer que cette réforme est le contraire de ce qu'il faudrait envisager quand elle prévoit des pôles spécialisés où de nombreux agents seront massés, l'éloignement du travail des lieux de vie des agents, l'accentuation du travail à distance qui déconstruit les collectifs de travail et crée l'isolement, etc.

A l'inverse, les unités de petite taille ont démontré leur agilité appuyée sur la poly-compétence des agents. Dans le SPL, la connaissance mutuelle des agents d'exécution des ordonnateurs et des comptables a permis de lever les problèmes d'organisation dus au confinement.

Le NRP éloigne le service public de pleine compétence de la population qui s'est rendue devant les centres des finances publiques y compris durant le confinement. Un tel besoin de proximité, aurait du vous alerter !

Quant aux fameux points de contact, les MFS ou MSAP, ont-elles répondu présent pendant la crise? Non. Ce sont les agents des finances publiques qui ont répondu présent.

Cette crise prouve si besoin en était que le NRP doit être abandonné !

L'urgence est aussi de retirer la loi de transformation de la fonction publique. La CGT partage l'urgence de procéder à la reconnaissance de l'engagement des agents des finances publiques, mais de TOUS les agents et pour leur engagement QUOTIDIEN, pas uniquement durant cette crise ! Or cette loi a un effet inverse à la reconnaissance des agents et méprise leur engagement quotidien.

Nous en voulons pour exemple la mascarade du mouvement national de mutation des contrôleurs qui a montré l'utilité de la tenue de véritables CAP pour garantir les droits des collègues. Un autre exemple : la suppression des CHS qui ont pourtant démontré, s'il le fallait, toute leur utilité durant la crise.

Pour la CGT, le seul chantier urgent et prioritaire est la reconnaissance de tous les agents par une augmentation conséquente du point d'indice, une réelle reconnaissance par un véritable plan de qualification, le renforcement des droits et garanties et des conditions de vie au travail, et un plan d'investissement ambitieux pour consolider et développer l'ensemble de nos missions.

Car s'il fallait ne retenir qu'une seule évidence, suite à cette période c'est que parmi les acteurs de la continuité de l'État et de la gestion de cette crise les agents des finances publiques ont joué un rôle essentiel.

➡ Sur l'engagement des agents des finances publiques de Moselle qui a permis la continuité de l'État

Après des décennies de mépris de notre administration, durant cette crise il a à nouveau été question des missions essentielles de la DGFIP. Nos missions sont redevenues régaliennes pour l'administration et le gouvernement. Enfin le rôle incontournable de la DGFIP a été reconnu. Ce que cette crise n'a pas du tout modifié est que les agents des finances publiques ont été présents et ont assuré la continuité de l'État grâce à leur conscience professionnelle et à leur engagement. Cet engagement a même été intense car durant cette crise la masse de travail a pu augmenter, le travail confiné s'est exercé dans des conditions dégradées engendrant TMS et isolement, avec parfois du matériel personnel, parfois même alors que les agents étaient en ASA, voir en garde d'enfants...

Les leçons à en tirer sont multiples et nombreuses. La première serait de ne plus considérer les fonctionnaires et le service public comme un coût, mais bien comme essentiels à la continuité de l'État. Le libéralisme a montré très largement ses limites, et d'ailleurs les entreprises, même les plus libérales, ont réclamé le soutien de l'État. Ce constat peut être fait à chaque crise, il serait bon d'en tirer les leçons et de s'en souvenir entre les crises...

Contrairement aux effets d'annonces du gouvernement, des ministres et de la DG, pour la reconnaissance des agents le compte n'y est pas ! Tous les agents ont toujours fait preuve d'engagement et de conscience professionnelle et la reconnaissance légitime ne peut pas passer par le vol de congés ou des primes distribuées à quelques-uns.

Cette prime provoque de nombreux mécontentements, que ce soit de la part de collègues exclus parce qu'on ne leur a pas donné les moyens de travailler dans la période, ou de la part de ceux qui en sont exclus malgré leurs efforts en raison des quotas ou des critères d'attribution injustes et, qui plus est, variables d'une direction à l'autre.

➡ Concernant la gestion de la crise

Durant toute la période, la CGT Finances Publiques Moselle n'a cessé de dénoncer les différences de traitement entre les agents. Notre crainte est que cette direction déconcentrée ne devienne une accumulation de féodalités.

Les agents de la DDFiP ne sont pas des enfants mais des travailleurs conscients et consciencieux. Pourquoi n'y a-t-il pas eu d'information sur les plans de continuité d'activité, sur l'ordonnance portant réduction de congés, sur la note des frais de repas, sur l'ouverture de l'accueil ?

Trop de collègues éloignés de leur collectif de travail ont été oublié, aussi bien par la Direction locale que par leur chef de service.

La CGT a participé activement aux audioconférence. Notre revendication sur la nécessité de fournir des masques aux collègues prenant les transports en commun (98 agents sur les 390 en présentiel) a été satisfaite. Nous sommes également intervenus sur le nettoyage des locaux, les protections essentielles aux agents, le délai de latence de 24h du courrier, la possibilité de bénéficier du remboursement des frais de repas pour tous les agents sans restauration en présentiel (y compris carte Appetiz).

Trop de nos demandes justifiées sont restées lettre morte.

Notre seule boussole : la protection et la santé de tous les agents

Cette période difficile ne doit pas être vue comme une « chance » d'accélérer le démantèlement des services publics et des solidarités entre travailleur, de détruire les droits sociaux. Vous trouverez toujours sur votre chemin la CGT pour combattre ces régressions.